

Entretien à l'hebdomadaire *Le Point*

Voici le texte validé de l'interview donnée par Jean-Pierre Chevènement à l'Hebdomadaire *Le Point* qui en reproduit une version contractée, jeudi 13 octobre 2016, propos recueillis par Laureline Dupont et Thomas Mahler.



Commandeur. Syrie, Poutine, islam, gauche, école... le « Che » livre ses vérités à l'occasion de la sortie de son ouvrage, « Un défi de civilisation » (Fayard).
- *Propos recueillis par Laureline Dupont et Thomas Mahler*

Le Point : Votre livre est une défense de la realpolitik et d'une vision stratégique sur le long terme. Mais cela peut être dur à entendre quand on assiste au quotidien à un martyr comme celui de la ville d'Alep...

Jean-Pierre Chevènement : Le plus grand risque pour un politique qui entend comprendre le monde c'est de se laisser happer par l'immédiateté, et c'est le plus sûr moyen de réduire la politique à la communication, c'est-à-dire à rien. La France aborde un temps d'épreuves qu'elle ne surmontera que si elle comprend la nature du défi qui lui est jeté, non seulement par le terrorisme mondialisé, mais par la « globalisation », dont celui-ci n'est qu'une facette. L'ambition de ce livre a été de déplacer l'axe de la caméra de la partie vers le tout, de l'Islam vers une « globalisation » devenue à elle-même sa propre fin, non pour nier la réalité et la gravité des périls qui nous menacent, mais pour les comprendre afin de les surmonter.

La France est aujourd'hui en panne de projet. J'ai voulu montrer qu'il y avait pour elle un chemin, celui de « l'Europe européenne », de l'Atlantique à la Russie, que le général de Gaulle lui avait indiqué, il y a plus d'un demi-siècle. C'est le seul moyen de relever les défis venus du Sud par un projet de civilisation et de desserrer, au XXI^e siècle, les mâchoires du G2 sino-américain qui sont déjà en train de se refermer sur l'Europe. Je propose donc une grille de lecture du monde, et particulièrement des relations entre le monde musulman

et l'Occident, depuis au moins un demi-siècle. Il y a évidemment un rapport entre celles-ci et le terrorisme qui nous frappe. Pour comprendre la réaction du monde musulman à la « globalisation » et au tsunami de modernité et d'hyperindividualisme occidental, j'utilise les concepts forgés par Pierre Brochand que je crois éclairants : rebond (Malaisie-Indonésie) – rente (pays du Golfe) – renoncement (Somalie) – refus, à travers l'islamisme politique (Iran et pays sunnites gagnés à l'influence des « Frères musulmans »), rejet enfin, à travers le terrorisme djihadiste dont Gilles Kepel a décrit les étapes depuis 1979 : djihad afghan, djihad planétaire d'Al Quaïda, djihad territorialisé et réticulaire de Daech.

Tout cela ne peut se comprendre sans le déplacement du centre de gravité du monde arabo-musulman vers les pays du Golfe, après les chocs pétroliers, la montée du fondamentalisme religieux à partir de 1979, le rôle déstabilisateur des deux guerres du Golfe qui ont abouti à la destruction de l'Etat irakien, l'absence de solution apportée au problème palestinien, sans omettre, bien sûr, les facteurs endogènes (rivalité sunnites-chiites, faiblesses de la tradition démocratique, etc.).

Mais Alep...

Je ne veux nullement me dérober à votre question. Sur le Proche et le Moyen Orient, notre politique est erronée. Croyant avoir raté le train des printemps arabes, M. Sarkozy, en 2011, a voulu se rattraper en Libye et en Syrie. Dans ce dernier pays nous avons gravement sous-estimé les appuis dont bénéficie encore Bachar el Assad dans la société syrienne, y compris sunnite. A la guerre inter-syrienne entre le Pouvoir et son opposition, traditionnellement et principalement islamiste, nous avons ajouté la guerre par procuration que la Turquie, l'Arabie Séoudite et le Qatar entendaient faire à « l'axe chiite » (Iran, Irak passée dans l'orbite de Téhéran, suite aux deux guerres du Golfe, Syrie alliée traditionnelle de l'Iran, Hezbollah libanais).

Alors soyons clair : Alep va tomber mais on n'a pas les moyens de l'empêcher, pour une raison très simple : au sol les rebelles dits modérés sont moins de 10 000, l'armée syrienne compte environ 100 000 hommes, Daech c'est 60 000, le Front Al Nosra au moins 30 000. Aucune opération combinée air/sol n'est possible du côté américain alors que les Russes peuvent le faire avec l'armée syrienne : c'est pour cela qu'ils ont repris Palmyre que la coalition américaine n'avait pas su défendre. Alors oui, je suis pour un universalisme du réel qui ne se confond pas tout à fait avec la « Realpolitik ». « L'homme n'est ni ange ni bête, nous dit Pascal, et qui veut faire l'ange fait la bête ». Au prétexte des droits de l'Homme, nous faisons en Syrie une politique de com'. Certes je ne doute pas de la sincérité des efforts de Jean-Marc Ayrault, mais une politique vraiment humanitaire aurait consisté à ne pas allonger de plusieurs années les souffrances du peuple syrien, en encourageant l'ingérence. Il faut renouer avec les Russes pour permettre la formation à Damas d'un gouvernement plus représentatif et concentrer contre Daech les efforts de tous. C'est le bon sens. Il est temps de mettre un terme à une politique qui nous a «

cornérisés » au Moyen-Orient. Le rôle de la France est de servir de médiateur dans une guerre de religion qui est bien sûr aussi un conflit politique entre l'Iran et l'Arabie Séoudite, au Yémen par exemple. C'est cela l'universalisme du réel : « aller à l'idéal, disait Jaurès, mais comprendre le réel ».

Pour cerner ce qui se passe dans les pays musulmans, il faut déjà comprendre l'échec de la Nahda, cette renaissance arabe moderne, écrivez-vous...

En effet, car la victoire apparente du fondamentalisme religieux est l'envers de cet échec. La Nahda, c'est l'aspiration à la modernité et un mouvement de réforme très ancien, puisqu'il remonte au XIXe siècle. Déjà apparaît avec le Perse Al Afghani qui dialoguait avec Renan, un besoin de ressourcement de l'Islam face à l'Occident. Ce mouvement se prolonge avec Mohamed Abd'ouh son disciple. En Égypte, l'ouverture aux idées occidentales se manifeste tôt avec Mehmet Ali puis avec Rifah al Tahtaoui qui prône dès 1869 l'égalité civique au sein d'une même patrie égyptienne, enfin au début du XXe siècle avec l'écrivain Taha Hussein et le parti du Wafd, libéral et laïc. On observe très tôt cette ouverture à la connaissance chez les Tatars de Russie. Dans l'Empire ottoman, elle se manifeste d'en haut avec l'ère du Tanzim et puis le mouvement « jeune turc », en 1908, avant de triompher avec Kemal Ataturk, apôtre de la laïcité dont on ignore généralement qu'il a aussi conservé l'Islam comme « religion de l'État ». Le nationalisme arabe avec le Baas fondé par un chrétien Michel Aflak, un sunnite, Salah Bitar et un alaouite, Al Arzouzi, est fondamentalement laïc, comme le seront en pratique les régimes de Nasser et Bourguiba. Le monde arabe et le monde musulman ne se sont pas montrés rétifs à la modernité, dès lors que celle-ci s'appuyait sur un mouvement de libération nationale.

L'Occident n'a selon vous pas mis dans de bonnes conditions toutes ces aspirations à la modernité...

C'est le moins qu'on puisse dire, sans avoir besoin de remonter à la colonisation. La politique occidentale n'a pas cherché à nouer un dialogue égalitaire et réellement humain avec cette partie du monde. La France l'a tenté, après l'indépendance de l'Algérie en 1962, avec la « politique arabe » du général de Gaulle. Telle n'a pas du tout été la politique américaine, qui n'a vu que ses intérêts pétroliers en Arabie saoudite. Elle a noué avec celle-ci le Pacte du Quincy en 1945 et a apporté un soutien inconditionnel à la colonisation israélienne après 1967. Le nationalisme arabe s'est trouvé très vite l'otage de la guerre froide. Il y a eu une occasion ratée : ce sont les Russes qui ont offert les crédits pour la construction du barrage d'Assouan en 1954-1956, alors que ça aurait très bien pu être les États-Unis. Mais l'aspiration à la modernité existe toujours dans les sociétés arabes. On ne peut pas comprendre autrement les réactions qui se sont manifestées en Tunisie ou en Égypte pour se défaire des gouvernements islamistes. Des peuples qui peuvent produire des écrivains de la stature de Naguib Mahfouz ou Alaa El Aswany ne sont pas ancrés définitivement dans l'obscurantisme. Je suis convaincu, pour connaître un peu ces

pays, qu'il y a une puissante aspiration à la connaissance et à la modernité dans la jeunesse universitaire et beaucoup de gens brillants qui sont l'avenir d'une nouvelle Nahda. J'aimerais que quand on pense au monde arabo-musulman, on voie aussi les facteurs positifs en son sein et qu'on comprenne bien que le terrorisme djihadiste n'est qu'une facette d'un problème beaucoup plus vaste. L'Islam est une mosaïque, et non pas comme on le croit trop souvent un bloc homogène. Faire de l'Islam la source de tous nos maux est une hérésie : d'abord c'est faux et ce serait ensuite nous mettre à rebours de l'histoire, à commencer par la nôtre. La France a toujours eu une brillante école d'orientalistes. La voix du dialogue à égalité avec le monde arabo-musulman est la seule féconde. Le « regard républicain » chez nous doit remplacer définitivement le « regard colonial » quand il subsiste.

D'où vient, pour un natif de Belfort, ce goût pour les pays méditerranéens ? C'est l'influence de votre épouse d'origine égyptienne ?

Mon épouse n'est qu'une conséquence (rires). C'est vraiment la guerre d'Algérie, où j'ai servi de 1961 à 1963, appelé du contingent, comme sous-lieutenant-SAS (les sections administratives spécialisées étaient les lointaines héritières des « bureaux arabes »). De là vient mon intérêt pour les populations qu'on qualifiait alors de « musulmanes ». Puis, au cabinet du préfet d'Oran, j'ai été le premier Français, avec notre Consul général, M. Herly, à rencontrer le 10 juillet 1962, à Tlemcen, Ben Bella et Boumediene pour obtenir la libération de Français enlevés le 5 juillet 1962, à Oran. À partir de là, je n'ai cessé de m'intéresser au monde arabe. J'ai fait un premier voyage en Égypte en 1972, au lendemain du départ de Nasser, avec mon épouse que j'avais rencontrée à Paris. J'ai pu saisir ce moment particulier de basculement politique.

Les réseaux sociaux ont raillé votre phrase « Je suis allé au Caire il y a 40 ou 50 ans » ...

Certes j'ai mon âge et je ne compte plus mes voyages en Égypte. C'est un grand avantage que d'avoir connu le monde à différentes époques. Cela permet les comparaisons.

La Turquie aussi inquiète les opinions occidentales...

N'ayez pas peur ! La Turquie est une grande civilisation. L'élément kémaliste et laïc s'est endormi dans un certain confort. L'arrivée au pouvoir de l'AKP, au début des années 2000 a traduit le rejet d'élites souvent considérées comme corrompues. Il faut reconnaître que la politique d'Erdogan sur le plan économique a été un succès. N'oublions pas, par ailleurs, qu'un coup d'État sanglant vient d'avoir lieu. Il est normal que le Pouvoir le réprime ; Le Président Erdogan est un président élu. Certes je ne cautionne pas toutes les formes de répression, je souhaite que l'État de droit soit respecté, mais je pense que certains commentaires sont trop orientés par un souci de stigmatisation systématique des tendances autoritaires d'Erdogan. Celui-ci a remporté les récentes élections législatives. Personne n'a contesté sérieusement qu'il ait réuni une majorité. Pas plus d'ailleurs que

n'ont été contestées les élections législatives en Russie, où le parti de Vladimir Poutine a réuni 55 % des voix. Gardons-nous des tentations de l'ingérence.

Poutine sera à Paris le 19 octobre. Est-ce l'occasion d'amorcer un rapprochement ?

La France doit contribuer, à mon avis, à la levée des sanctions européennes et américaines contre la Russie, d'abord parce que c'est notre intérêt national évident et aussi dans la mesure où c'est l'Ukraine qui bloque jusqu'à aujourd'hui l'application du volet politique des accords de Minsk. D'après mes informations récentes, l'Ukraine pourrait enfin voter la loi constitutionnelle de décentralisation qui doit permettre la tenue d'élections locales dans le Dombass, après quoi, elle pourra récupérer sa frontière avec la Russie. Avec celle-ci nous avons des intérêts communs majeurs, à la fois au plan politique, économique et géostratégique. La sécurité européenne et la restauration d'un climat de confiance sont des enjeux décisifs pour l'avenir de l'Europe et pour la paix dans le monde. J'ai rencontré Vladimir Poutine pendant 2h40 en tête à tête le 5 mai 2014 à Sotchi. Je dois témoigner que ce qu'il m'a annoncé s'est passé. Il a dit qu'il laisserait faire les élections en Ukraine, que les problèmes du Donbass devaient se régler à l'intérieur de l'Ukraine par un statut de décentralisation poussée et qu'il ne souhaitait pas couper le gaz à l'Ukraine pendant l'hiver malgré un lourd contentieux financier. Vous savez, il faut voir tout ça dans une perspective longue. La population de la Russie aujourd'hui n'est plus que la moitié de la population de l'URSS. À l'Ouest, elle a retrouvé ses frontières du XVIe siècle. Poutine a restauré une tradition d'État après dix années de troubles où le pays avait perdu la moitié de son PIB et enregistré une paupérisation accélérée. L'Europe a besoin de la Russie et réciproquement, si nous voulons encore exister au XXIe siècle. Ne cédon pas aux effets de communication !

Vous expliquez que les États-Unis ont tout intérêt à entretenir cette crise ukrainienne pour que l'Union Européenne reste dans son giron. N'est-ce pas un peu complotiste ?

Non, il suffit de lire Brzezinski dans le « Grand Echiquier » paru en 1998. Même s'il a fait, depuis lors, évoluer son propos, sa pensée continue d'imprégner les analyses des milieux néo-conservateurs aux États-Unis. Par rapport aux mastodontes chinois, la tentation de certaines de nos entreprises est de se vendre à des entreprises américaines. Mais la question que nous devons nous poser est : « devons-nous systématiquement nous jeter dans les bras des Américains ou essayer de préserver notre indépendance en construisant pas à pas une « Europe européenne », de l'Atlantique à la Russie ? Investir en Russie, profiter de la profondeur du marché russe, cela permettrait peut-être de préserver pour l'Europe une marge de manœuvre. Nous ne sommes pas condamnés à périr étouffés dans les pinces d'un G2 américano-chinois. Nous pouvons quand même essayer d'organiser une « Europe européenne ». Les États-Unis ont pris des habitudes qu'ils n'avaient pas il y a quinze ans. L'extra-territorialité de leur droit fait que nos banques

se considèrent désormais comme interdites de financer le commerce avec la Russie ou avec l'Iran. C'est quand même incroyable ! BNP Paribas a payé une amende de près de 9 milliards d'euros pour violation d'un embargo. Il y a un moniteur américain à l'intérieur de cette banque pour surveiller ses opérations financières. Toutes les autres sont tétanisées. Est-ce que le général de Gaulle aurait accepté cela ? Est-ce que même François Mitterrand l'aurait toléré ?

Vous consacrez dans le livre une longue partie à l'Allemagne, pour qui vous éprouvez à la fois de la fascination et une méfiance...

Vous savez, je suis un homme de l'Est et l'allemand a été ma première langue. Je le crois profondément : la France et l'Allemagne sont deux pays condamnés à s'entendre. Nous devons mieux comprendre les Allemands, mais l'inverse est aussi vrai. Il y a encore beaucoup à faire. Je montre les problèmes démographiques de l'Allemagne, qui dominent à mon avis tous les autres, et la manière dont elle y répond, qui est peut-être bonne pour elle à court terme, mais pas pour l'Europe dans son ensemble. Nous devrions changer de modèle de développement. Nous devons retrouver, à l'échelle de la zone euro tout entière, un taux de croissance plus élevé pour résorber le chômage qui pèse sur l'avenir de notre jeunesse et sur l'équilibre moral et politique de nos sociétés. Pour cela introduire plus de flexibilité dans l'organisation économique et monétaire de l'Europe. Redonner au marché intérieur européen un rôle moteur qu'il a perdu du fait des politiques ordo-libérales impulsées par la Commission européenne. Lancer de grandes initiatives de politique industrielle pour contrer le monopole du GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon), muscler notre outil et nos industries de défense, lancer une grande initiative de co-développement avec l'Afrique, seule réponse à un défi migratoire que nos sociétés sont incapables de relever. Tout cela ne sera pas possible si nous ne parvenons pas à convaincre l'Allemagne de « changer de braquet ». J'ai cru, au début des années 2000, qu'une sorte de « gaullisme allemand » pourrait prendre forme. Or, l'Allemagne ne semble pas aujourd'hui concevoir son avenir en dehors d'une « globalisation » toujours plus poussée. C'est une erreur. Le commerce international ralentit. L'administration américaine accable les entreprises allemandes comme les nôtres d'amendes colossales (Deutsche Bank après Volkswagen). Les sanctions contre la Russie pénalisent l'Allemagne comme la France et l'Italie. Il devient urgent de resserrer le dialogue franco-allemand en le recentrant sur les sujets de fond. Le traité de l'Élysée (1963) est resté largement virtuel. Il est temps d'en faire une réalité.

L'Union européenne serait pour vous un « néo-féodalisme post-moderne ».

C'est au monde globalisé que j'applique cette formule que j'emprunte à Alain Supiot, professeur au Collège de France. L'Union européenne telle qu'elle fonctionne est ressentie comme non-démocratique. Je propose que l'administration dépende d'une autorité politique légitime, le Conseil des Chefs d'État et de gouvernement, et non d'une

autorité hors-sol comme la Commission, dont on ne sait pas de quelle légitimité elle procède. Ce sont des gens que personne ne connaît ! Il est de temps de restaurer la transparence des débats et de faire que les citoyens des pays européens se sentent dirigés par des responsables qu'ils ont élus. Il est temps de remettre la démocratie au cœur du fonctionnement des institutions européennes. La démocratie fonctionne dans les nations parce que la loi de la majorité ne peut s'appliquer que là où existe un fort sentiment d'appartenance. Les nations peuvent déléguer des compétences à condition que l'exercice de celles-ci soit démocratiquement contrôlé. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'où la crise de l'Europe actuelle. On n'y remédiera que par un nouveau traité.

En sortant de l'Euro ?

Non, en changeant sa nature. On pourrait, de manière concertée avec l'Allemagne, faire de l'euro une monnaie commune, mais qui restaure les mécanismes de flexibilité dont nous avons besoin entre les différents pays. Joseph Stiglitz l'a bien expliqué en 600 pages. En quelques lignes, la monnaie commune serait réservée aux transactions internationales. Un SME bis serait reconstitué. Les parités entre les devises nationales reflèteraient l'évolution de la compétitivité des différentes économies depuis la création de la monnaie unique, en 1999. Ainsi seraient évitées les politiques de dévaluation interne qui plombent la croissance. Serait également surmontée la coupure de l'Europe entre pays appartenant ou non à la zone euro. Le vice fondamental de la monnaie unique qui rassemble sous son toit des économies par trop hétérogènes, serait corrigé. Naturellement cela suppose un accord avec l'Allemagne. En attendant, il faudra faire avec la Banque Centrale européenne qui a déjà su faire évoluer son rôle mais une solution plus durable est préférable.

Vous saluez le courage le « courage » du peuple britannique qui a voulu la sortie l'Union européenne. Mais la livre-sterling s'effondre...

La baisse du cours de la livre sera très bonne pour l'industrie britannique. Malgré le pronostic de Patrick Arthus, les exportations britanniques se développent beaucoup plus vite que les nôtres. Le Royaume-Uni dégage un solde excédentaire en matière automobile, alors que nous, depuis 2006, nous avons un déficit qui atteint aujourd'hui 10 milliards d'euros. Dans le même temps l'Allemagne affiche dans ce secteur un solde excédentaire de 127 Milliards en 2015. Plus de la moitié de son solde global ! Il n'est pas raisonnable de vouloir transposer le modèle allemand avec une balance extérieure équivalent à 10,5 points du PIB aux autres pays de la zone euro. Le modèle allemand est intransposable.

L'inquiétude des marchés pour la Grande-Bretagne ne semble guère vous inquiéter...

(Il soupire). Dans un monde où tout bouge, il faut savoir bouger soi-même. Quand vous regardez les choses sur le long terme, vous voyez que la livre n'a cessé de fluctuer. Il y a des avantages pour le tissu productif anglais. Il y a très peu de chômage en Angleterre.

La livre reprendra des couleurs d'ici un an et deux. Ce qu'a voulu le peuple anglais, c'est retrouver le contrôle de ses affaires. Je ne suis pas sûr qu'il ait eu tort. Car la construction européenne actuelle est une maison branlante ... La Grande-Bretagne restera une nation sœur, car nous avons beaucoup d'intérêts communs. Je ne veux pas participer au concert d'imprécations anti-britanniques

Dans le livre, vous revenez sur l'aventure CÉRÈS, « laboratoire du futur » au sein du socialisme que vous avez fondé en 1966. Au départ, vous étiez des marxistes parlant d'« autogestion » et de « résistance au capitalisme »...

Nous étions des politiques. Notre stratégie était l'union de la gauche pour refaire un grand parti socialiste. Nous nous définissions donc comme « anti-anti marxistes ». Nous n'avons évidemment jamais partagé le messianisme de Marx mais ses méthodes d'analyse appliquées à la politique étaient et restent intéressantes. Laboratoire du futur ? Pour avoir adhéré au parti socialiste en 1964, nous avons dû attendre dix-sept ans pour que l'alternance de 1981 se produise. Ce n'était quand même pas mal vu, même s'il fallait un peu de patience ... Certes Cohn-Bendit, en 1968, a failli faire capoter le bel édifice de nos prévisions. Mais c'est surtout le courant des idées libéral-libertaires issues de mai 1968 qui a plombé notre vision à plus long terme. Sa contestation des valeurs de savoir, de l'effort et de l'autorité notamment à l'École a miné la République jusqu'à aujourd'hui. Même si les fondateurs du CÉRÈS, sous le pseudonyme de Jacques Mandrin, avaient écrit « l'Énarchie » en 1967, nous n'étions en rien des soixante-huitards. Nous appartenions à la génération précédente où on respectait encore la culture et le mérite et où les mots « patrie et « République » avaient encore un sens. Nous n'avons d'ailleurs pas changé d'avis et les jeunes générations me paraissent le comprendre de mieux en mieux.

Votre drame, c'est que les « libéraux-libertaires » ont gagné, et que Nicolas Sarkozy, qui a beau vouloir « liquider » l'héritage de mai 68, reste un soixante-huitard dans l'âme...

Absolument. C'est l'imprégnation du cerveau de nos élites par cette idéologie libéral-libertaire débile qui les empêche de prendre la mesure des problèmes. Il faut ramener la gauche et le pays aux sources de la République. Croyez-vous d'ailleurs qu'à un niveau international – car le problème est mondial -, cet individualisme libéral exacerbé, destructeur des valeurs du civisme, du patriotisme et de la responsabilité, n'est pas un lourd handicap pour l'Occident tout entier ? Il est nécessaire de revenir à des valeurs solides – la transmission par exemple - dans le domaine de l'école. D'un point de vue progressiste, il y a des choses à conserver : la mémorisation, la discipline. Les jeunes générations dont l'avenir a été sacrifié sur l'autel du laxisme et du court-termisme (« Après moi le déluge ! »), commencent à comprendre l'idiotie de mots d'ordre comme « il est interdit d'interdire », « vivre et jouir sans entraves », etc. Il est temps qu'une République

énergique vienne siffler la fin d'une récréation libéral-libertaire qui a mis le pays au bord du gouffre et peut-être de la guerre civile.

Faites-vous encore des cauchemars du tournant de la rigueur de mars 1983, qui est le même où selon vous Mitterrand troque le programme de gauche pour le « pari pascalien » de l'Europe ?

Mars 1983 n'a pas été que le ralliement au néolibéralisme ambiant, c'est-à-dire la victoire du court-termisme (la fameuse « acquisition de la valeur pour l'actionnaire » qui allait être le mot d'ordre du capitalisme financier mondialisé). Mars 1983 a été pour la gauche une capitulation morale, un renoncement en rase campagne, l'abandon de « l'État stratège » que comme ministre de l'Industrie je pouvais percevoir immédiatement, et tout cela au nom de la « monnaie forte » et sous le déguisement d'une Europe-substitut dont la fragilité, ensuite, n'a pas manqué d'apparaître ! Je persiste à penser qu'il y avait pour la gauche une autre voie que le démantèlement de « l'État-stratège » et que cela eût été l'intérêt du pays.

Regardez Alsthom à Belfort. Le projet de fermeture de l'usine de locomotives est le résultat d'une politique essentiellement financière. La direction a déshabillé l'usine à Belfort qui employait encore 1 500 personnes en 1995, la matrice de toute notre industrie ferroviaire depuis 1878, en faisant fabriquer les composants en République tchèque ou ailleurs, parce qu'ils voulaient en finir avec un haut lieu de la conscience industrielle et ouvrière du pays, qui a fait deux grèves, en 1979 et 1994. Une direction peut quand même supporter deux grèves en cinquante ans ! On massacre un potentiel de savoir-faire. On voit les ratios, les chiffres, les nombres, mais on ne voit pas l'humain.

En 1983, les partisans de Delors ou Rocard vous qualifiaient d'« Albanais »...

L'insulte ne grandit jamais celui qui la profère. Elle montre à quel point ses auteurs étaient incapables de débattre d'une politique industrielle et combien la chimère européenne avait déjà estompé dans leur esprit l'idée d'un intérêt national.

La mort de Michel Rocard vous-a-t-elle peiné ?

Oui, j'ai quand même un long compagnonnage avec Michel Rocard. Entre 1971 et 1974, j'avais même cherché à rapprocher Rocard de Mitterrand en organisant des déjeuners chez Georges Egal qui fut ensuite Ambassadeur à Berne. Mais quand il eut rallié le PS, Michel Rocard s'est allié à Pierre Mauroy, contre le Cérés et en fait déjà contre François Mitterrand. J'étais censé incarner « l'autre culture » dans l'opposition qu'il avait campée au congrès de Nantes en 1977 entre deux cultures. Parlait-il parlait de culture « jacobine » par rapport à la sienne qui aurait été « girondine ». ? Ou d'une culture « marxiste » par rapport à la sienne qui se disait « proudhonienne » ? Franchement je ne l'ai jamais su ! Je ne crois pas qu'il ait lu Proudhon. Moi j'ai lu « Le Capital » à 18 ans, il est vrai dans une édition réduite. Ca faisait quand même 300 pages (rires). Michel Rocard a fait l'apologie du marché tout au long des années 1970-1980, ce qui correspondait à la montée de l'École

de Chicago. Cela lui valait des satisfecit dans les médias mais ce n'était pas vraiment méritoire. Notre véritable opposition était plus dans la stratégie et dans la pensée de la Nation, de l'État et de la souveraineté. Nous n'avons jamais eu l'occasion d'en débattre vraiment. Ce n'étaient pas ses thèmes. Outre que la mort de Rocard me rapproche de la mienne, je garde le souvenir de son inventivité (« les contrats de plan » par exemple étaient une excellente idée), de sa générosité naturelle et de cette perpétuelle jeunesse qui faisait tout son charme....

Vous déplorez la perte de puissance de la France. Mais les petits pays comme la Suisse ou le Danemark ne sont-ils pas plus heureux, et plus riches ?

Le jour où la France se pensera comme la Suisse ou le Danemark, alors l'Europe sera vraiment sortie de l'Histoire. Cela dit, la Suisse que je connais bien a une industrie. Dans chaque ville suisse, vous voyez des usines flambant neuves, ils ont préservé leur industrie pharmaceutique, leur industrie agro-alimentaire (Nestlé), leur horlogerie, leur industrie de la machine-outil, le tourisme et bien sûr leurs banques ...

Pourquoi cette obsession de l'industrie ? Après tout, Houellebecq imagine une France paisible vivant uniquement du tourisme, un musée géant sans usine pour encombrer le paysage...

Houellebecq, l'écrivain français le plus lu dans le monde, a porté très haut l'art du pince-sans-rire, en même temps que l'art du romancier. Un pays sans industrie est un pays condamné. Nous avons besoin de maîtriser les technologies d'avenir, besoin d'équilibrer notre balance commerciale. C'est la grande erreur des élites françaises d'avoir tiré une croix sur les usines dans les années 1980. J'en reviens à Alstom. Pourquoi n'aurions-nous pas une usine fabriquant des locomotives ? La France va-t-elle se passer de locomotives à l'avenir ? Allons-nous cesser de les vendre afin de creuser davantage encore le déficit de notre balance commerciale ?

Nicolas Sarkozy a-t-il tort quand il évoque « nos ancêtres les Gaulois » ?

Je me souviens d'une tenue blanche rue Cadet où j'avais été invité, et où un franc-maçon guadeloupéen s'est levé en disant « Moi je regrette le temps où l'on disait nos ancêtres les Gaulois car ça nous mettait tous à égalité alors qu'aujourd'hui on me dit que je suis différent parce que je suis noir. ». Je n'abonde pas dans le sens de Sarkozy, mais je ne m'émeus pas outre mesure de ses propos.

Le patriotisme républicain englobe toute notre Histoire. Mais c'est aussi un patriotisme de principes. C'est les deux à la fois. Pour ce qui me concerne, je n'ai pas de trouble sur l'identité française. Le patriotisme républicain est, comme je le montre dans mon livre, une des principales forces de résilience sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour rebondir au XXI^e siècle. J'y ajoute un récit national de notre XX^e siècle, épuré de ses scories et maintenant tourné vers l'avenir, car il faudra « faire France » à nouveau ...

N'est-ce pas paradoxal de la part d'un Républicain, attaché à la loi de 1905, de considérer que c'est à l'État de gérer l'islam ?

Ce n'est pas à l'État de gérer l'Islam. L'État n'a rien à voir avec la théologie. L'État a créé la Fondation pour l'Islam de France pour que les musulmans qui vivent en France, un peu moins de 5 millions, soient des citoyens avec tous leurs droits et naturellement leurs devoirs. C'est à eux de faire émerger cet islam de France compatible avec les principes républicains. Il faut que les jeunes aient une autre approche de la religion que celle que leur donnent les sites salafistes et les prédicateurs plus ou moins extrémistes qui ont contribué à l'émergence de ces groupes djihadistes qui sont d'abord, ne l'oublions pas, le produit de notre société. L'effort à faire est immense. Cela passe d'abord par l'école, l'emploi, le civisme, une laïcité bien comprise, un récit national véridique où chacun puisse se retrouver et bien sûr un projet collectif rassembleur auquel j'ai consacré la partie la plus substantielle de mon livre.

En 1999, ministre de l'Intérieur, vous avez lancé une grande consultation qui a donné naissance, en 2003, au CFCM. Or, un récent sondage du JDD montrait que seuls 68 % des musulmans interrogés déclarent connaître ce conseil censé les représenter...

Que treize ans après sa création, 68% des musulmans connaissent son existence me paraît un résultat remarquable ! N'oubliez jamais que l'église catholique a mis plusieurs siècles et a dû réunir plusieurs conciles pour fixer ses dogmes. Les religions évoluent au pas de la tortue. Le CFCM a le grand mérite d'exister. Il a condamné de la manière la plus claire les attentats terroristes. Il vient de créer un conseil des affaires religieuses qui pourra donner par exemple une certification aux imams alors qu'aujourd'hui, peut être imam celui qui s'improvise comme tel. La Fondation n'a qu'une mission profane : créer un pont entre la République et nos compatriotes musulmans. La formation religieuse est exclusivement l'affaire des musulmans. Il y a quinze universités qui ont créé des diplômes d'université comprenant une formation juridique, civique et sociale, donc purement laïque. Il y aura aussi des Instituts d'Islamologie que pourront suivre aussi les futurs imams. Faire émerger un Islam de France est un travail de longue haleine. Si Bernard Cazeneuve m'a demandé de présider la Fondation pour l'Islam de France, c'est sans doute que j'avais initié en 1999 la consultation de toutes les sensibilités de l'Islam en France qui a ensuite donné naissance au CFCM. C'était d'ailleurs la première fois que les représentants des différentes sensibilités de l'Islam se rencontraient. Le travail commence ...

La formation des imams est une partie de la solution. Quid de l'école ?

Une ségrégation s'est établie. Certains usagers fuient l'école publique dans des communes où elle n'est plus au niveau pour des raisons aisément compréhensibles. Il faut, à mon sens, revoir tout cela à travers la politique d'urbanisme, de logement et de transport de façon à ce qu'on répartisse les jeunes dans les classes d'une manière telle

qu'ils puissent recevoir un enseignement digne de ce nom. L'école reste le principal instrument d'intégration en France, alors qu'en Allemagne c'est l'emploi à travers les écoles professionnelles. J'avais demandé à Jacques Berque en 1985 un rapport sur « l'immigration à l'École de la République ». Le chantier reste ouvert.

Il y a un débat régulier autour de l'enseignement des langues d'origines. Votre avis ?

Le rôle de l'école publique serait de promouvoir un enseignement de l'arabe classique à travers des enseignants recrutés par les concours de CAPES et d'agrégation où les postes seraient incomparablement plus nombreux qu'aujourd'hui. On devrait faire des classes bi-langues, mais avec des bons professeurs bien formés apprenant l'arabe classique. Nos jeunes nés de l'immigration ne retournent pas au bled mais ils peuvent être des passerelles entre la France et les mondes arabe, turc, lusophone, africain, chinois, etc.

Que restera-t-il du chevènementisme ? Pour les mauvaises langues, un logo, « le poing et la rose », et un slogan : « Un ministre ça ferme sa gueule ou ça démissionne » ...

Nous avons, mes amis et moi, contribué à maintenir et à relever une idée de la nation et de la République à une époque où elle n'était plus portée ni par la gauche ni d'ailleurs par la droite. Si tous les responsables politiques avaient eu le même souci, Marine Le Pen ne serait peut-être pas à l'étiage où elle se trouve. Ce combat n'aura pas été vain s'il permet les redressements futurs. Et puis dans le domaine de l'action, je ne considère pas qu'on puisse compter pour rien la relance de l'effort de recherche de 1,8 % à 2,35 % du PIB au début des années 1980, le rétablissement de la paix scolaire en 1984, la fixation d'un objectif ambitieux pour nos lycées et nos universités : porter 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, la création du baccalauréat professionnel en 1985 (près de 150 000 bacheliers aujourd'hui), la modernisation de notre dissuasion nucléaire et le plan « Armées 2000 », en 1989, la création de la police de proximité en 1999, l'extension de l'intercommunalité aux zones urbaines par la loi du 19 juillet 1999.

Évidemment, dans ma vie politique, j'ai fait passer avant toute autre considération le combat des idées. Il m'est arrivé de me démettre de mes fonctions mais c'était à chaque fois pour préserver une certaine idée de l'avenir.

Qui sont vos héritiers ?

(Long silence.) D'abord je ne suis pas mort. Bien sûr Marie-Françoise Bechtel, députée de l'Aisne et vice-présidente de République Moderne. Mais j'en vois beaucoup dans la plupart des formations qui, à des degrés divers, se réclament de moi. À tort ou à raison d'ailleurs. Et moi je reconnais, à des doses variables, des gens qui sont en effet proches de moi. Les médias me renvoient toujours Florian Philippot qui se dit chevènementiste, il a dû participer à ma campagne de 2002 puisqu'il le dit mais je ne l'ai jamais rencontré. Même Emmanuel Macron a été militant à la 11e section. Au PS, Arnaud Montebourg a fait ses classes au

CÉRÈS. Il a une cohérence, une continuité et je crois aussi un potentiel. Le numéro 2 du Front de gauche, Eric Coquerel, vient du Mouvement des citoyens.

Manuel Valls est un rocardien qui s'est chevènementisé...

En matière économique je n'en suis pas sûr. Mais je lui sais gré d'avoir employé l'expression « État-stratège » pour justifier la sauvegarde de l'usine de locomotives de Belfort. J'ai de la sympathie pour lui. Il tient un discours républicain qui est en phase avec la période.

Pourquoi avez-vous échoué dans l'union des souverainistes ?

Le mot « souverainiste » est ambivalent. En principe, tout le monde devrait être pour la souveraineté nationale qui est la condition de la démocratie. Le titre I de la Constitution s'intitule d'ailleurs « De la souveraineté ».

En fait vous voulez désigner ceux qui critiquent l'euro. Mais Marine Le Pen, Joseph Stiglitz, Jean-Luc Mélenchon et Jean-Pierre Chevènement sont des personnages différents. Il y a d'autres lignes de clivage en politique. Ce que j'ai essayé de faire en 2002 était prémonitoire mais le capitalisme financier mondialisé n'est entré en crise qu'en 2008, l'euro en 2010, et les impasses de la construction européenne n'étaient pas encore reconnues par une majorité, comme cela a été vérifié au référendum du 29 mai 2005. Il faudra encore des secousses pour faire progresser l'idée que l'Europe ne pourra être refondée que dans la souveraineté des peuples ...

Constatez-vous une perte de profondeur intellectuelle chez les responsables politiques ?

Oui c'est la victoire du temps court et le triomphe de la « Com... ». Et c'est à la fois la défaite de la pensée et l'oubli de l'intérêt national.

Vous êtes un spécialiste des formules choc qui sont celles que les médias retiennent et qui desservent peut-être la profondeur de vos idées. « Les sauvageons », le conseil de « discrétion » que vous donnez aux musulmans, au moins dans l'espace public, c'est de la maladresse ?

Pas du tout ! Je défends ces expressions ! Le sauvageon c'est le jeune abandonné à lui-même, devant son poste de télévision, qui confond le réel et le virtuel et tue une épicière à 14 ans. C'est donc la mise en cause de l'abandon de l'éducation par les parents.

Et quand j'incite à la discrétion, pas seulement les musulmans mais toutes les religions dans l'espace du débat public, je définis la laïcité comme l'espace commun à tous les citoyens où ils doivent utiliser l'argumentation raisonnée et non pas afficher leur foi, leurs dogmes ou la Révélation qui leur est propre, et les signes extérieurs qui en portent le témoignage. Vous croyez que ce que je dis là ne correspond pas à ce que pensent 90% des Français ? Et je rends aussi service aux musulmans car je leur dis quelque chose qui leur est utile. Il faut que nos compatriotes de confession musulmane connaissent le ressenti de la majorité des autres Français. Et réciproquement. Sinon ils ne feront pas

l'effort qu'ont fait les générations antérieures de l'immigration pour s'adapter aux us et coutumes de la société française, sans bien sûr renoncer à leur culture et à leur quant à soi.

Durant tout votre parcours, vous n'avez cessé de fustiger le « néo-libéralisme », « l'économisme », « la gouvernance par les nombres ». Mais en 1981, 44% de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté et aujourd'hui c'est moins de 10% selon la Banque mondiale. N'est-ce pas un apport de la mondialisation ?

Je connais ces chiffres mais dans mon livre je fais remarquer qu'ils sont essentiellement imputables à la Chine qui est passée à une économie de marché, certes, mais qui quand même est restée un État puissamment organisé. Ce résultat a été atteint par la conjugaison d'un pouvoir centralisé animé par un Parti communiste de 80 millions d'hommes et de femmes et d'une ouverture, depuis 1979, à l'investissement étranger et à l'économie de marché. Et en Afrique noire, vous avez près de la moitié de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté car la plupart des pays africains n'ont pas encore construit un État avec les capacités régaliennes que cela suppose. Or, sans sécurité pas de développement ! Entendez-moi bien : je ne suis pas contre le marché, je suis même pour, car on n'a pas encore inventé quelque chose de mieux. Mais le marché doit être régulé. L'État doit rester un État stratège face à la segmentation du processus de création de la valeur, c'est-à-dire à la dispersion des fabrications dans différents pays à plus ou moins bas coûts. Je pense que l'Allemagne, la Suisse, la Suède nous donnent l'exemple de pays qui ont su conserver l'assemblage, la fabrication des segments à haute valeur ajoutée, l'ingénierie, la recherche et n'ont pas abandonné leur industrie. L'industrie allemande c'est encore 22 % du PIB contre 10 % en France. Quand le critère dominant devient le critère de l'acquisition de la valeur pour l'actionnaire, c'est destructeur du long terme. Quand dans nos grands organismes de recherche, les salaires absorbent 90 % du budget, que les laboratoires ne disposent plus que de 3 ou 4 % et qu'il faut aller chercher l'argent au guichet européen ou à celui des régions, il n'est plus possible de construire des programmes à long terme. Il faut réhabiliter le long terme et redonner un horizon de progrès à l'humanité. Nous avons besoin de grands projets comme par exemple le projet de co-développement entre l'Europe et l'Afrique. Ça, c'est fondamental.

Pour finir, nous aimerions vous poser la traditionnelle question de Bernard Pivot : le jour où vous rencontrerez Dieu, qu'aimeriez-vous l'entendre dire ?
Vous m'avez longtemps cherché ...